

CMD

CA

Arrêt : : Bah Coffi Madeleine

N° 63/CA du Répertoire

N° 99-62/CA du Greffe

Arrêt du 29 Août 2002

AFFAIRE : BAH Coffi Madeleine

C/

Préfet Atlantique

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête sans date enregistrée au greffe de la Cour le 06 mai 1999 sous le n° 416/GCS par laquelle Maître augustin M. COVI, Avocat à la Cour d'appel de COTONOU, Conseil de dame BAH Coffi Madeleine a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'arrêté préfectoral n° 2/150/DEP-ATL/SG/SAD du 22 avril 1997 attribuant à titre de dédommagement à la collectivité GBEDJIHOSSOU et à leurs acquéreurs des parcelles dont la parcelle B1 du lot 2133 ;

Vu la communication n° 0134/GCS du 17 janvier 2000 transmettant au Préfet de l'Atlantique pour ses observations, la requête, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées ;

Vu la mise en demeure en date du 28 mars 2000 adressée au Préfet de l'Atlantique demeurée sans effet ;

Vu la lettre n° 1422/GCS du 09 août 1999 invitant Monsieur OGOUDIKPE Félicien à produire son mémoire ampliatif et restée sans réponse ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 1496 du 18 juin 1999 ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} Juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Joachim G. AKPAKA** en son rapport ;

me

107

ef

DE = Caratis

Enregistré à Cotonou le 24/11/03

Fo 38 Case 1295-21

Reçu Caratis

L'Inspecteur de l'Enregistrement



Où l'avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME

Considérant que la connaissance acquise par le requérant d'une décision lui portant grief, en l'absence de notification ou publication, ne fait courir le délai de recours à son encontre que dans le cas où un acte accompli par lui révélerait indiscutablement la réalité de cette connaissance ;

Qu'une personne qui forme un recours gracieux ou hiérarchique contre une décision reconnaît par-là même qu'elle a eu connaissance de cet acte au plus tard, le jour où elle a formé ce recours ;

Considérant qu'il ressort de l'instruction du dossier ;

- Que c'est le 14 janvier 1999 que la requérante a été informée de l'existence de l'arrêté querellé ;

- que le 28 Janvier 1999 selon ses allégations, un recours gracieux a été adressé à Monsieur le Préfet du Département de l'Atlantique ;

- que la saisine de la Cour Suprême a été faite le 03 mai 1999, laquelle saisine a été enregistrée au Greffe de la Cour le 06 mai 1999 sous le n° 416/GCS ;

Considérant que par lettre n° 0774/GCS du 23 mars 2001, il a été demandé au Conseil de la requérante de donner à la Cour, pour une bonne administration de la Justice, la preuve de l'envoi du recours gracieux ou si possible, par compulsion du registre « arrivée » de la Préfecture de Cotonou ;

Considérant que par lettre en date à Cotonou du 02 avril 2001 enregistrée au greffe de la Cour le 02 avril 2001 sous le N° 335/GCS, le Conseil de la requérante a envoyé la preuve du recours gracieux adressé au Préfet du département de l'Atlantique ;

Que dès lors le recours de la requérante est recevable pour avoir été introduit dans les forme et délai de la loi ;



AU FOND

Sur le moyen de la requérante tiré de l'excès de pouvoir en ce que l'Etat a attribué la même parcelle du lot 2133 à deux parties différentes.

Considérant que la requérante expose qu'elle a acquis par acte sous seing privé en date à Cotonou du 08 avril 1982 une parcelle de terrain de forme rectangulaire auprès de dame Faustine Robert Tossou et s'est acquittée de tous les frais y relatifs : frais d'état des lieux, d'identification de parcelle, de lotissement ;

Qu'après les opérations de lotissement, elle est devenue attributaire de la parcelle B du lot 2133 de Mênontin Nord ;

Qu'ayant entrepris d'ériger un bâtiment en matériaux définitifs pour y vivre avec les siens, certains individus issus de la collectivité Gbedjihossou se mirent à lui contester la propriété de la parcelle et sans autre forme de procès lui firent délaisser une assignation en expulsion le 29 octobre 1998 ;

- que le 14 janvier 1999, ils produisirent devant le Tribunal un arrêté préfectorale n° 150/DEP-ATL/SG/SAD du 02 avril 1997 qui leur aurait attribué la parcelle litigieuse, arrêté dont elle n'a eu connaissance pour la première fois qu'en instance de référé comme défenderesse contre les demandeurs ;

- que le 08 avril 1982, dame Bah Madeleine a acquis une parcelle de forme rectangulaire sise à Kindonou auprès de la dame Veuve Faustine Robert Tossou ;

- que le 02 février 1990, la parcelle de dame Bah Coffi Madeleine BP 123 Cotonou a été relevée à l'état des lieux sous le n° 11504° avec une surface de 727 m² et qu'elle a payé pour cette opération vingt trois mille (23 000) francs CFA ;

- que le 23 avril 1990, elle s'est acquittée des frais de lotissement et d'état des lieux s'élevant à quarante (40 000) francs CFA ;

- que le 27 avril 1990 elle s'est acquittée des frais d'identification de la parcelle dont l'état des lieux est le n° 11504°, frais s'élevant à cinq mille (5 000) francs ;



m

102

cf

- que dans le tome II du rapport de la commission d'enquête chargée de vérifier la régularité des opérations de lotissement et de recasement de la tranche Mênontin Nord et Sud, il est mentionné à la page 91 que le n° 1681 lot 2133 parcelle B état des lieux n° 11504^e dont la superficie à l'état des lieux est de 727 m² et la superficie attribuée de 443 m², appartient à Bah Coffi Madeleine ;

- que le volume 3 de ladite commission d'enquête relatif au rapport de Terrain mentionne à la page 91 séance en date du 24 septembre 1999 ce qui suit :

« Parcelle B : Bah Coffi Madeleine et Radji Anzize initialement recasés sur la parcelle B du lot 2133 EL 11504, ont été rayés pendant le recasement et remplacés au crayon par Kiki Rose EL 12984. Ce n° n'existe dans aucun document de Mênontin. ... quant a dame Bah Coffi Madeleine, elle est maintenue à sa place initialement sur la parcelle B du lot 2133 EL 11504 sinistrée d'un carrefour de rues proches des lots 2130-2131-2132-2133 se trouve en partie dans le lot 2133. La commission après enquête et recherche a retrouvé le nom de dame Bah Coffi Madeleine seule relevée à l'EL sous le n° 11504 avec comme apport 727 m²... » ;

- que le 04 avril 2000, le Directeur de l'Urbanisme du Ministère de l'environnement, de l'habitat et de l'Urbanisme, par certificat d'Appartenance n° 0405/DU/SU/SA conforte les allégations de la requérante selon lesquelles la parcelle relevée à l'état des lieux sous le n° 11504^e et recassée sur la parcelle B du lot 2133 du lotissement de Mênontin, dans les livres du Ministère de l'Environnement est la propriété présumée de Madame Bah Coffi Madeleine et lui avait été attribuée ;

Considérant que dans le cas d'espèce, l'administration préfectorale avant la prise de l'arrêté querellé doit au préalable aviser la requérante de la mesure qu'elle envisage de prendre, lui communiquer ensuite si elle le demande, les griefs retenus contre elle, la mettre en mesure de consulter le dossier établi, lui fixer un délai pour présenter ses observations, ce délai devant être suffisant pour lui permettre d'exposer utilement sa défense ;

Qu'il s'ensuit que l'administration préfectorale a fait preuve d'excès de pouvoir et violé le principe du contradictoire ;



Qu'il en résulte que la parcelle querellée a été attribuée à dame Bah Coffi Madeleine et qu'elle est fondée à attaquer l'acte querellé devant la Haute Juridiction ;

Qu'il échet au total d'accueillir comme valable et fondé le moyen unique de la requérante tiré de l'excès de pouvoir en ce que la même parcelle du lot 2133 a été attribuée à deux parties différentes ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours en annulation pour excès de pouvoir de dame Bah Coffi Madeleine contre l'arrêté Préfectorale n° 2/150/DEP-ATL/SG/SAD du 02 avril 1997 attribuant la parcelle B1 du lot 2133 à la collectivité GBEDJIHOSSOU à titre de dédommagement, est recevable ;

Article 2 : Ledit arrêté est annulé en ce qui concerne la requérante avec toutes les conséquences de droit ;

Article 3 : Les dépens sont à la charge du Trésor public ;

Article 4 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu' au Procureur Général près la Cour Suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de :

ASSOGBA Jérôme Olaïtan, Conseiller à la Chambre Administrative, **PRESIDENT** ;

Joachim G. AKPAKA }

et }

PADONOU Eliane }

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt-neuf août deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;



[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

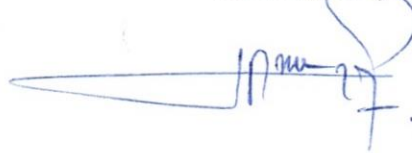
Et de Maître **Françoise TCHIBOZO-QUENUM,**
GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier.

A stylized signature in blue ink, consisting of a long horizontal line followed by a loop and a vertical stroke.A stylized signature in blue ink, featuring a series of loops and a long horizontal line.A stylized signature in blue ink, with a large loop at the beginning and a long horizontal line.